

**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**PARAGUAY**

**Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement paraguayen est reproduite ci-après.

---

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Paraguay.



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. INTRODUCTION	1
2. PRINCIPALES REFORMES ECONOMIQUES	1
3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	3
4. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ACTUELLES	4
5. NEGOCIATIONS COMMERCIALES	4
6. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	6
7. GRANDES ORIENTATIONS FUTURES	7



## 1. INTRODUCTION

1. Depuis 1989, le Paraguay a considérablement modifié sa politique économique et sociale. Il a entrepris une réforme complète de l'Etat et a créé des conditions favorables à un développement économique durable du pays. A titre unilatéral, il a libéralisé son commerce sans adopter de modèle de substitution des importations.

2. Dans le cadre de ce changement, le Paraguay, conjointement avec l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, a oeuvré avec détermination pour la création du Marché commun du Sud (MERCOSUR), ce qui lui a permis d'accéder au marché des pays susmentionnés et de créer les conditions indispensables pour l'activité de production. Depuis lors, le Paraguay axe sa stratégie de croissance sur les moyens d'attirer les investissements nationaux et étrangers, grâce à un environnement macro-économique stable, à la simplification du régime d'imposition et à l'approbation de lois visant à favoriser l'activité de production.

3. Dans le cadre de l'établissement et de la consolidation du MERCOSUR, le Paraguay et ses partenaires poursuivent le processus d'intégration régional en signant des accords de libre-échange avec le Chili et la Bolivie et ont engagé une série de négociations avec d'autres pays et blocs commerciaux.

## 2. PRINCIPALES REFORMES ECONOMIQUES

4. Le Paraguay a procédé à de notables changements tant sur le plan politique que sur le plan économique.

5. Le processus a débuté avec une réforme du régime de change, qui s'est traduite par une suppression du contrôle des changes et l'institution d'un taux de change libre et variable.

6. La réforme fiscale a été effectuée en vertu de la Loi n° 125/91, qui a ramené le nombre des impôts du régime fiscal antérieur de 70 à sept, d'où une simplicité accrue, une augmentation de l'efficacité de l'Etat en matière de recouvrement et des avantages pour le secteur privé.

7. Le Traité d'Asunción signé en 1991 a engagé le processus de création d'un marché commun entre le Paraguay, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, qui est devenu une union douanière actuellement en pleine consolidation.

8. Le Paraguay a également modifié ses droits de douane, notamment en réduisant la fourchette des droits et en ramenant le taux de droits moyen qui était de 14,8 pour cent en 1988 à 11,1 pour cent avec l'entrée en vigueur du Tarif extérieur commun.

9. La promulgation des Lois n° 60/90 et 117/91 a permis de mettre en place un environnement attrayant pour les investissements nationaux et étrangers et facilitant leur protection. Ces lois accordent d'importantes exonérations fiscales pour l'importation de biens d'équipement ainsi que des exemptions d'impôt pour les bénéfices pendant cinq ou dix ans; de grandes facilités sont également accordées pour l'envoi de fonds à l'étranger.

10. En 1992, la Constitution nationale même a été modifiée par l'Assemblée nationale constituante, qui représente de manière équilibrée tous les secteurs politiques et sociaux du pays et dont l'oeuvre a été essentiellement axée sur la défense des droits et des libertés des personnes ainsi que sur l'établissement d'institutions modernes et solides visant à répondre aux besoins nés de la mondialisation de l'économie.

11. Des réformes ont été entreprises dans le secteur financier, avec la promulgation de la nouvelle Loi générale sur les banques et les entités financières. La Charte organique de la Banque centrale a été modifiée en vue d'y inclure des éléments de surveillance préventive et d'accorder une plus grande autonomie à l'organe de surveillance. Les critères énoncés par la Convention de Bâle ont été adoptés pour l'évaluation du patrimoine effectif des entités financières. De même, et pour une plus grande transparence, le Paraguay a promulgué une loi de grande portée visant à empêcher le blanchiment d'argent (Loi n° 1015/97), qui prévoit la création d'un organe exécutif, le Secrétariat chargé de la prévention du blanchiment d'argent ou de biens.

12. Dans le secteur du travail, les réformes se sont traduites notamment par la promulgation d'un nouveau code du travail qui renforce les avantages sociaux accordés aux travailleurs tout en s'efforçant de maintenir un équilibre avec le secteur des entreprises.

13. En ce qui concerne la privatisation, le gouvernement est à l'origine de l'approbation de la Loi n° 126/91 qui établit le régime de privatisation des entreprises d'Etat. C'est ainsi qu'ont été privatisées la compagnie aérienne nationale, l'entreprise des alcools et la flotte marchande de l'Etat, l'entreprise des aciers étant en phase finale de privatisation. La Loi n° 642 approuvée en 1995 permettra de faire progresser la suppression du monopole des télécommunications. Ainsi, les premiers programmes de développement des services téléphoniques ont été réalisés avec succès par le biais d'un partenariat entre la société ANTELCO et le secteur privé.

14. Dans le secteur forestier, domaine important de l'activité économique, le Paraguay a promulgué la Loi n° 536/95 sur l'encouragement de la reforestation, qui vise à mettre en place une exploitation durable des ressources naturelles et accorde d'importants avantages fiscaux aux activités de reforestation.

15. Le Paraguay a fait des efforts particuliers en matière de protection de la propriété intellectuelle. En effet, plusieurs projets de lois ont été présentés au Congrès en 1996 et une vaste campagne nationale a été entreprise pour promouvoir la protection des droits de propriété intellectuelle. Ces mesures s'accompagnent d'interventions, de saisies, d'une sensibilisation des citoyens et de la mise en place d'un cadre juridique adéquat.

16. Une des réformes les plus remarquables a été réalisée au niveau du pouvoir judiciaire, avec la constitution de la Cour suprême de justice, qui, après l'entrée en vigueur de la Loi sur le Conseil de la magistrature, permet d'assurer le respect et la pleine application des droits civiques et de promouvoir un pouvoir judiciaire autonome et indépendant.

17. Le gouvernement s'emploie à approfondir les réformes structurelles décrites, s'efforçant de corriger et de contrôler quelques variables macro-économiques susceptibles, à long terme, de compromettre la stabilité et la croissance de l'économie. A cet égard, les objectifs de l'actuelle politique économique sont les suivants:

- promouvoir une croissance rapide du secteur de la production;
- maintenir un taux de change réel équilibré en évitant de le soumettre à de brusques fluctuations;
- contrôle et restructuration des dépenses publiques (limitation des dépenses courantes et suppression des restrictions appliquées aux dépenses d'infrastructure);
- maintien du niveau d'inflation.

### 3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

18. Pays traditionnellement agricole, le Paraguay a de tout temps fondé sa croissance économique sur la production agricole. Bien que ce modèle économique soit toujours applicable, le gouvernement a fait des efforts considérables pour diversifier les activités agricoles et encourage l'industrialisation du pays. Le PIB est resté très sensible aux fluctuations de la production agricole et a été touché en 1996 par la crise financière de 1995, avec cependant une reprise importante de la croissance en 1997.

19. Grâce aux efforts du gouvernement, on observe une baisse continue du niveau d'inflation, qui est passé de 44,1 pour cent en décembre 1990 à 8,2 pour cent en décembre 1996 (le taux d'inflation le plus bas de ces 15 dernières années). L'objectif fixé par le gouvernement pour 1997 est un taux d'inflation de 8 pour cent.

20. Les investissements dans le secteur de la production, en grande partie d'origine étrangère, sont en augmentation depuis 1989. Pendant la période 1989-1996, la croissance moyenne annuelle a été de l'ordre de 30 pour cent pour l'ensemble des investissements et de 49 pour cent pour l'investissement étranger, qui constitue l'élément le plus dynamique dans ce domaine.

21. Les importations ont fortement augmenté au cours des cinq dernières années, principalement en raison des intenses activités commerciales et touristiques qui se sont développées dans les villes frontalières voisines du Brésil et de l'Argentine, d'où un déséquilibre de la balance commerciale. Dans le cadre du MERCOSUR, le Paraguay devient un grand centre commercial avec le développement d'importants canaux de commercialisation vers l'extérieur et, suite à la convergence des droits de douane, de fortes pressions s'exercent en vue de la relocalisation et de la production de biens dans le pays, ce qui donne lieu à des initiatives privées remarquables telles que l'établissement de parcs industriels.

22. Le solde de la dette publique extérieure a baissé d'environ 20 pour cent pendant la période 1990/96, passant de près de 1 670 millions de dollars EU en 1990 à 1 336,3 millions en décembre 1996. A cette date, le solde de la dette représentait 14 pour cent du PIB, c'est-à-dire une dette par habitant de 270 dollars EU, soit l'un des chiffres les plus bas des pays latino-américains. A ce niveau d'endettement s'oppose, pour la même année, un PIB par habitant d'environ 1 933 dollars EU courants.

23. Au cours de cette décennie, le niveau des réserves internationales a augmenté de manière significative, passant de 675 millions de dollars EU à la fin de 1990 à 1 062 millions de dollars EU en décembre 1996 avec le maintien d'un niveau prudent (40 pour cent du volume total des importations enregistrées en 1996).

#### Situation macro-économique

Indicateurs	1993	1994	1995	1996/*
Inflation annuelle (%)	20,4	18,3	10,5	8,2
Variation du taux de change (%)	13,8	5,3	3,1	6,7
Solde des réserves internationales (en millions de dollars EU)	697,7	1 044,1	1 106,5	1 062,0
Dette publique extérieure (en millions de dollars EU)	1 218,0	1 240,0	1 328,0	1 303,0
Résultat de l'Administration centrale (en millions de guaranies)	-84 029,0	143 635,0	-50 227,0	-140 713,0

\* Les chiffres de l'exercice 1996 sont provisoires.

Sources: B.C.P et M.H.

#### 4. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ACTUELLES

24. Les changements structurels apportés à l'économie paraguayenne, bien que le gouvernement ait cherché à faire en sorte qu'ils soient progressifs et non brutaux à de nombreux égards, permettent actuellement d'établir un scénario différent de celui du début de 1989. L'infrastructure industrielle est en pleine croissance, la diversification agricole est en cours et la crise financière de 1995 a pu être surmontée avec une reprise totale des opérations commerciales.

25. Le gouvernement pratiquera une politique d'endettement prudente et maintiendra des réserves internationales suffisantes. Les efforts nécessaires seront fournis pour maintenir la stabilité macro-économique actuelle et intensifier la croissance de l'économie.

26. Un potentiel énergétique considérable permet à l'Etat de disposer d'importants revenus grâce à l'exportation d'énergie électrique, de l'ordre de 43 pour cent des exportations de produits enregistrés en 1996.

27. Au cours du premier trimestre de 1997, la croissance des dépenses du gouvernement central a été quasiment nulle en valeur nominale, ce qui donne une variation réelle négative. On observe parallèlement un niveau d'activité plus élevé, d'où des résultats budgétaires positifs et un excédent de 114 879 millions de guaranies au cours du trimestre. Ce résultat a permis d'amortir la dette extérieure d'un montant qui double quasiment les paiements de la dette et accroît ainsi de 106 053 millions de guaranies les dépôts sur le compte courant.

28. Toujours au cours du premier trimestre de 1997, on a observé un accroissement de la masse monétaire disponible, ce qui semble également indiquer un niveau d'activité économique plus élevé, étant donné que les prix ont réagi un peu plus rapidement devant une offre monétaire plus importante que celle de l'année précédente. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 5,3 pour cent au cours du trimestre et est supérieur aux 4,9 pour cent observés pendant la même période de 1996, alors que les prix à la production ont diminué en raison de l'évolution des prix, notamment des produits agricoles et du pétrole.

29. Une demande globale plus importante s'est traduite non seulement par un accroissement plus significatif des prix mais aussi par une augmentation du déficit de la balance commerciale qui, selon les prévisions de la BCP pour le premier trimestre de 1997, n'aurait pas creusé le déficit du compte courant de la balance des paiements en raison d'une évolution positive du résultat des exportations et des importations non enregistrées. En ce qui concerne le financement du déficit du compte courant, la majeure partie correspondait à une variation des réserves internationales, alors que tout en étant positif, le revenu net du capital aurait été inférieur à celui de l'année précédente, avec une composition plus favorable grâce à un plus grand apport de capitaux à long terme et à l'accroissement de l'investissement étranger direct.

#### 5. NEGOCIATIONS COMMERCIALES

30. Le marché intérieur étant limité, le gouvernement favorise le développement d'un modèle de croissance orienté vers l'extérieur moyennant l'ouverture de marchés étrangers et une reconversion des activités de production.

31. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie en matière de politique extérieure, le Paraguay a participé activement à des processus d'intégration régionale comme le MERCOSUR et, sur le plan multilatéral, a accédé au GATT en 1993.

32. Il a pris une part active à la constitution de l'Union douanière du MERCOSUR et aux négociations engagées par celle-ci avec d'autres pays et blocs commerciaux.



33. Une fois le MERCOSUR créé, une série de renégociations des accords bilatéraux signés entre les membres du MERCOSUR et les autres membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) a été engagée, avec une amélioration et un renforcement des accords de portée partielle.

#### 5.1 Cycle d'Uruguay - Organisation mondiale du commerce

34. Le Paraguay a accédé au GATT en 1993 et a honoré les engagements pris lors de l'accession. Le Congrès national a ratifié le Protocole d'accession au GATT avec la promulgation de la Loi n° 260 de 1993.

35. Le Paraguay a participé à la création de l'Organisation mondiale du commerce issue du Cycle d'Uruguay et a mis en oeuvre les réformes intérieures nécessaires en matière de normes et de procédures sur l'évaluation en douane, la propriété intellectuelle, la suppression des prohibitions, les mécanismes de lutte contre la concurrence déloyale, en particulier les mesures antidumping et compensatoires. Les niveaux de protection tarifaire et non tarifaire ont été réduits.

36. La politique appliquée en matière de services est largement ouverte, le Paraguay ayant contracté dans le cadre de l'AGCS d'importants engagements dans le domaine des transports, des communications et du tourisme, ainsi que dans le secteur financier.

37. Le Paraguay porte un grand intérêt à la protection de l'environnement. Sur le plan intérieur, il a considérablement adapté ses procédures concernant les mécanismes antidumping, l'agriculture ainsi que les normes sanitaires, phytosanitaires, zoosanitaires et techniques. Par ailleurs, le gouvernement poursuit l'élaboration de textes normatifs visant à incorporer dans sa législation d'autres procédures prévues dans le cadre de l'OMC, notamment les mesures de sauvegarde.

#### 5.2 MERCOSUR

38. Le Paraguay est membre fondateur du Marché commun du Sud (MERCOSUR) auquel il participe depuis la signature du Traité d'Asunción en 1991.

39. Depuis lors, le Paraguay a contribué à la mise en oeuvre d'un tarif extérieur commun dont les niveaux sont conformes à sa vaste ouverture commerciale, toujours dans un esprit de consensus et d'analyse.

40. Le niveau moyen du Tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR est de 11,1 pour cent.

41. Chaque Etat Membre devant s'adapter à la nouvelle structure tarifaire, il a été nécessaire de créer des instruments transitoires qui lui permettent d'appliquer une liste nationale d'exceptions au TEC, liste qui comprend 399 positions tarifaires dans le cas du Paraguay. Chaque pays a défini librement ses exceptions et un calendrier tenant compte de chaque exception a été établi pour aligner les droits de douane. Le 1er janvier 2006, les produits mentionnés seront assujettis au niveau tarifaire établi pour le Tarif extérieur commun.

42. Par ailleurs, le MERCOSUR a une liste commune de biens d'investissement et de produits informatiques et de télécommunication, pour lesquels les droits de douane doivent eux aussi être alignés selon le Tarif extérieur commun. Selon ce calendrier prédéfini, les biens d'investissement seront soumis à un taux modal de 14 pour cent en 2001 pour le Brésil et l'Argentine et en 2006 pour le Paraguay et l'Uruguay, tandis que les produits informatiques et de télécommunication seront assujettis au Tarif extérieur commun en l'an 2006.

43. Ainsi, il a été établi pour chaque pays membre du MERCOSUR une liste de produits, avec l'application de droits de douane à l'intérieur de la zone et une réduction tarifaire linéaire et automatique jusqu'en l'an 2000, date à laquelle tous les droits de douane seront nuls pour les produits en provenance de tout pays membre du bloc.

44. Le Paraguay s'est engagé dans ce processus intensif d'intégration. Tout en respectant les engagements pris au regard de l'OMC, il collabore de manière assidue avec ses partenaires commerciaux dans des domaines tels que la protection de la concurrence, les normes techniques, la défense du consommateur, la propriété intellectuelle, dans le but de consolider et de renforcer l'Union douanière.

45. Suite à ce processus d'intégration, d'importantes opérations commerciales avec les partenaires du Paraguay ont pu être réalisées, d'où un accroissement constant de ses exportations vers les pays du MERCOSUR.

46. Dans le cadre de sa stratégie de développement axée vers l'extérieur, le Paraguay a contribué avec ses partenaires commerciaux, à l'intérieur du MERCOSUR, à mettre en place une politique extérieure visant à concrétiser divers accords commerciaux avec d'autres pays.

47. Dans ce contexte, le MERCOSUR a commencé à oeuvrer à la signature d'un accord commercial avec l'Union européenne, les premiers résultats devant être obtenus à la fin de 1997. Il est également en train d'établir des règles pour l'élaboration d'autres accords commerciaux avec le Mexique et le Groupe andin. Par ailleurs, il participe activement à un processus similaire dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques.

48. Le MERCOSUR a signé des accords commerciaux avec le Chili et la Bolivie en vue de la création de zones de libre-échange auxquelles seront appliqués des règles d'origine, des mécanismes de sauvegarde et un calendrier de libéralisation totale des produits sensibles pour lesquels une période de 18 ans se sera écoulée.

### 5.3 Association latino-américaine d'intégration (ALADI)

49. Instrument du processus d'intégration, l'ALADI a été confrontée, des années durant, à d'importants défis.

50. Le Paraguay étant un membre de l'ALADI au développement économique relativement faible, les autres membres lui appliquent la Liste des accords d'ouverture des marchés (NAM), ce qui lui donne un accès préférentiel à ces pays.

51. Le Paraguay est partie, dans le cadre de l'ALADI, à l'Accord de complémentarité économique n° 18 avec l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, accord qui met en oeuvre la première phase du MERCOSUR. Le Protocole d'Ouro Preto dote le MERCOSUR de la personnalité juridique de droit international.

52. A l'heure actuelle, le MERCOSUR, en tant que bloc commercial, est en train de renégocier ses accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux avec les autres membres de l'ALADI.

## 6. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

### 6.1 Politique en matière de concurrence

53. Conformément aux engagements pris par le Paraguay dans le cadre de l'OMC, il a été procédé à une modernisation et à une amélioration des institutions concernées par leur mise en oeuvre. Ainsi, dans le cas de l'application des mesures de défense du commerce, le Décret n° 15286/96 a créé la

Commission de défense du commerce, organe interministériel chargé d'appliquer les procédures relatives au dumping et aux subventions avec l'aide d'un bureau spécialisé dans les cas de distorsion des échanges.

## 6.2 Propriété intellectuelle

54. En ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle, le gouvernement national a promulgué le Décret n° 14870/96 portant création du Conseil national pour la protection des droits de propriété intellectuelle, auquel participent cinq ministères et les trois principales municipalités du pays. Le Conseil envisage d'entreprendre une vaste et efficace campagne nationale de lutte contre la falsification de produits en général et de sensibilisation des citoyens.

55. Le Paraguay est partie à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et, à cet égard, a mené des travaux visant à réformer sa législation sur les marques, les inventions, le droit d'auteur et les droits connexes, dont les résultats ont été présentés par le gouvernement au Congrès pour examen.

## 6.3 Protection de la concurrence et défense du consommateur

56. Dans le processus de renforcement du MERCOSUR, le Sommet présidentiel qui s'est tenu à Fortaleza en décembre 1996 a donné lieu à l'approbation, par tous les partenaires, d'un protocole commun de protection de la concurrence et de diverses résolutions relatives à la défense du consommateur. Le gouvernement oeuvre à la mise en oeuvre d'une politique de la concurrence et de mesures ponctuelles en matière de défense du consommateur, et prépare à cet égard des lois qui seront présentées au Congrès.

## 6.4 Modernisation du service des douanes

57. L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII a été intégré au régime juridique paraguayen en vertu de la Loi n° 444/94 portant ratification de l'Acte final du Cycle d'Uruguay du GATT et le Décret n° 7403/95 dicte les normes complémentaires à appliquer pour la pleine mise en oeuvre de l'Accord sur le plan interne. Par ailleurs, le service des douanes a mis en place un système informatique moderne appelé "Sofía", qui facilite et améliore la gestion douanière.

## 7. GRANDES ORIENTATIONS FUTURES

58. En 1997, le Paraguay s'efforcera de dynamiser le secteur de la production afin d'atteindre, à long terme, des niveaux de croissance durable dans un environnement où les prix seront stables, avec pour objectif une croissance réelle du PIB de 3 pour cent au moins, un taux d'inflation de 8 pour cent et le maintien des réserves internationales aux environs de 1 milliard de dollars EU.

59. En ce qui concerne la réglementation au niveau de l'Etat, le gouvernement oeuvre à la mise en place des réformes nécessaires en matière de travail.

60. S'agissant des ressources géologiques et énergétiques, le Paraguay est doté de l'un des potentiels énergétiques les plus importants de la région et plusieurs barrages hydroélectriques sont en construction ou en fonctionnement, parmi lesquels le barrage d'ITAIPÚ, actuellement opérationnel, qui est la plus grande entreprise de ce type dans le monde. Par ailleurs, d'importantes réformes sont entreprises pour favoriser la prospection et l'exploitation privées des ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz naturel et certains métaux. On peut considérer que le secteur minier est relativement nouveau, avec une faible activité dans le passé en raison d'obstacles dus à la législation en la matière, situation qui a changé avec la présentation au Congrès d'une série de contrats-lois portant sur les concessions minières et l'exploitation de l'énergie électrique et du gaz naturel. La réforme du secteur des hydrocarbures a été appliquée en vertu de la Loi n° 779/95 sur les hydrocarbures.

61. En ce qui concerne le secteur financier, le gouvernement s'est essentiellement employé à élaborer des normes qui modifient de manière significative le marché monétaire et le marché des capitaux, le but étant d'en dynamiser le développement et de créer les conditions favorables à la croissance de l'épargne intérieure et à sa canalisation vers les secteurs de production. A cet égard, il sera proposé, au travers des projets de lois, la création d'un fonds de renforcement des systèmes financiers dont l'objet sera d'apporter une aide financière aux entités intermédiaires en difficulté et de mettre en oeuvre les mécanismes appropriés permettant de réduire au minimum les conséquences découlant de la disparition du marché des entités en situation de déséquilibre, avec une couverture adéquate du passif. Des projets de lois ont également été présentés au Congrès concernant les normes de titrisation, la modification de la Loi sur le marché des capitaux et la réforme du marché prévisionnel.

62. Sous l'impulsion du secteur privé, le gouvernement a encouragé la promulgation de la Loi sur le régime de "maquila" afin de compléter le cadre juridique visant la reconversion de la production en vue de l'exportation.

63. Dans le secteur agricole et sylvicole, le gouvernement a modifié ses institutions et activités afin d'atteindre les objectifs suivants:

- Actualisation et modernisation continues de la recherche scientifique et diffusion de nouveaux critères et de nouvelles méthodes au travers d'instituts autonomes.
- Réforme substantielle de l'Institut du bien-être rural, organe chargé d'appliquer la politique de réforme agraire et de traiter les questions liées à l'occupation des terres, afin de régler les problèmes sociaux existant dans les zones rurales.
- Réforme intégrale du Ministère de l'agriculture et de l'élevage avec la création de cinq instituts autonomes issus d'anciens services du Ministère et qui répondent aux besoins en matière de création et de transfert de technologie, de contrôle phytosanitaire et zoosanitaire et de fourniture de services d'assistance technique, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage demeurant exclusivement une entité normative ayant un rôle de facilitation de la politique agricole.

En matière de politique extérieure, le Paraguay considère que la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA) constitue une initiative d'une extrême importance qui permettra de réaliser des progrès considérables en matière d'accès aux marchés et d'améliorer la complémentarité économique au niveau régional.